



Déclaration liminaire de la FSU23 au CDEN du mardi 14 octobre 2014



Monsieur le Préfet, Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous sommes ici pour faire le bilan de la rentrée 2014 pour les écoles, collèges et lycées creusois. Chez les personnels, la morosité est grande, l'écœurement est palpable. Les personnels sont las du décalage grandissant entre les déclarations d'intention des Ministres successifs de l'Education Nationale et la réalité constatée au quotidien dans les écoles et les établissements par nos collègues.

Cette rentrée voit également se généraliser la réforme des rythmes scolaires qui a été imposée dans bon nombre de communes contre l'avis de la communauté éducative et des élus. Les oppositions ne sont pas levées, les conditions de la rentrée confortent souvent les opposants dans leurs convictions. Les difficultés que nous annonçons deviennent aujourd'hui des constats : cette réforme creuse les inégalités territoriales, certains élèves ont des temps de transport quotidien égaux au temps de classe du mercredi, les incohérences territoriales des horaires rendent de fait impossible le travail inter-écoles et remet également en cause, parfois, le travail en équipe au sein d'une même école. Le périscolaire se met souvent en place au détriment du scolaire. Dans ces conditions, un certain nombre de parents, notamment d'enfants de maternelle, font le choix de ne pas envoyer leur enfant à l'école le mercredi. Face à ce constat, le choix de la menace et de l'autoritarisme a été fait en mobilisant les équipes et des directeurs d'écoles sur le seul absentéisme du mercredi. En mettant ce point en exergue, en surinvestissant cette question, les oppositions se cristallisent. Il n'en serait sans doute pas ainsi si la démocratie scolaire en vigueur jusqu'alors avait été respectée. Selon les propos recueillis dans la presse, cet absentéisme est "illégitime" et "*fait perdre aux enfants les valeurs de la République*". **Rien de moins !**

Vous connaissez notre attachement aux valeurs fondatrices de notre République, indivisible, laïque, sociale et démocratique, à la promesse de liberté étendue, d'égalité approfondie et de fraternité retrouvée ainsi qu'au principe énoncé dès l'article 2 de la constitution : gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple.

Vous savez pouvoir compter sur nous pour défendre ces valeurs. Et c'est bien parce que c'est notre rôle que nous allons ici dresser la liste de faits et décisions qui nous semblent aller à l'encontre de ces valeurs et que, nous n'en doutons pas, un travail sera engagé pour le corriger.

En cette rentrée, des sommets sont atteints : sur 124 communes ayant une école, les communes (et donc les élèves) ayant accès aux services des maîtres du RASED sont ridiculement bas, celles bénéficiant de l'intervention des maîtres pour les enfants du voyage ou pour les élèves non-francophones se comptent pratiquement sur les doigts d'une main, et la liste est longue des dégradations de l'offre de Service Public d'Education.

En cette rentrée, nous constatons que la mise en œuvre précipitée de cette réforme des rythmes scolaires mal pensée, controversée, et non financée se met en place aux dépens du scolaire : des enseignants sont "expulsés" de leur classe dès la sonnerie, les élèves de maternelle et leur enseignant voient le temps d'ATSEM consacré au scolaire se réduire, pour pouvoir assurer une prise en charge du périscolaire.

En cette rentrée, nous constatons que de nombreuses classes dans les collèges du département, frôlent les 30 élèves ou parfois les dépassent.

En cette rentrée, nous constatons que la pression pour l'accès aux infrastructures sportives est grandissante, réduisant de fait l'accès des élèves des premier et second degrés à ces infrastructures !

En cette rentrée, le recul du service de médecine scolaire se poursuit. La encore, le service n'est pas le même en tout point du territoire départemental.

En cette rentrée, et nous le constaterons encore aujourd'hui, toutes les collectivités locales ne sont pas traitées équitablement par la direction Académique, sur la question des rythmes scolaires comme sur la question de la carte scolaire.

En cette rentrée, les budgets de l'école sont réduits, certaines communes sont asphyxiées et les collègues n'ont même pas l'impression en contrepartie que les élèves sont plus disponibles pour les apprentissages, bien au contraire !

En cette rentrée, les frais de déplacement des personnels itinérants sont bloqués, les ordres de mission ne sont pas validés donc les personnels ne peuvent être défrayés. Pourtant ces personnels se déplacent pour assurer leurs missions auprès des élèves qui leur sont confiés. Cela s'appelle la conscience professionnelle.

N'y a-t-il pas ici raisons de s'alarmer bien plus que pour quelques enfants qui manquent l'école un mercredi par mois ? Il est question de 1.56 % d'absents le mercredi, c'est un taux 3 fois inférieur au taux des absences non remplacées des enseignants du 1er degré sur l'année 2013/2014. Les personnels préféreraient sans doute que les moyens du département soient mobilisés pour la réussite des élèves, l'accompagnement de nos collègues, notamment en début de carrière, des classes moins chargées ou la formation des maîtres plutôt qu'à de futiles pressions pour contrer des actions qui entravent la bonne marche de la communication ministérielle.

La rupture d'égalité est consommée sur le territoire creusois et le responsable des services départementaux de l'Education Nationale devrait s'en alarmer plutôt que de tenter d'expliquer l'inexplicable et d'excuser l'inexcusable ! La vertu dans la gestion du Service Public d'Education doit être de mise ! Aucun progrès ne peut être attendu dans le mensonge, la recherche de bouc-émissaire et l'autoritarisme. Il est aujourd'hui temps d'établir un diagnostic partagé concernant l'Ecole pour la faire avancer et faire réussir tous les élèves qui lui sont confiés.

Aujourd'hui, nous venons dire solennellement que nous aspirons à une gestion apaisée de l'Ecole dans le département. Nous attendons de la confiance et un engagement sans faille des cadres de notre ministère aux côtés des enseignants qui travaillent au quotidien à la réussite de tous les élèves en lieu et place des injonctions contradictoires et des contrôles tatillons : la lutte contre l'échec scolaire pour la réussite de tous les élèves nécessite un climat serein entre l'école et les familles que les enseignants de ce département essaient d'entretenir : nous demandons de mettre fin à ces injonctions intempestives qui viennent altérer ce climat et mettent nos collègues en difficulté avec les familles. L'École a tant à y gagner !

Guéret le 14 octobre 2014